

Montpellier, le 30 octobre 2020

Communiqué du Président de la CMCAS Languedoc

Cher.ère Collègue, Cher.ère Bénéficiaire,

A nouveau nous sommes confrontés à un confinement au regard du nombre de patients admis à l'hôpital, dans les services de réanimation.

La stratégie sanitaire du pouvoir ayant échoué, les alertes scientifiques ayant été minimisées, le reconfinement devient nécessaire et c'est bien Emmanuel Macron et le gouvernement qui en portent la responsabilité. Il est difficile de concevoir que ce virus avec lequel nous allons devoir vivre, prive durablement les citoyens, les salariés, les retraités, nos bénéficiaires, de leurs droits fondamentaux de liberté, de vie sociale, festive, familiale, culturelle et revendicative.

Le déconfinement aurait dû être celui d'un changement de politique promis par le Président de la République, le 13 avril 2020, lors de son allocution télévisée, indiquant le « retour des "jours heureux" » à l'issue de la première vague en référence du programme du Conseil National de la Résistance. Nous pouvons constater que la politique libérale et capitaliste de ce gouvernement reste malheureusement toujours d'actualité.

Les centaines de milliards d'euros versés à des grands groupes qui suppriment à tour de bras des emplois, auraient pu être utilisées pour sécuriser ces emplois, développées pour la formation des salariés, être reversées sous forme d'aides aux petites entreprises, aux artisans, aux petites exploitations agricoles... auraient pu être utilisées pour mieux encadrer le télétravail, de créer des mesures sociales contre la pauvreté, la précarité.

Mais non ! Ce n'est pas du tout l'orientation qu'a pris notre gouvernement.

Coté hôpital public, ce n'est pas moins de 7600 lits d'hospitalisation qui ont été supprimés depuis 2018 ! Malgré l'alerte suite au premier pic d'hospitalisation en mars dernier, le gouvernement a continué de supprimer les lits dans les hôpitaux. Et si l'on en croit le prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, ce sont encore 800 millions d'euros de baisse de prévue... Encore des lits qui seront supprimés, du personnel hospitalier sacrifié.

Une véritable rupture avec les choix opérés par le gouvernement depuis le début de la pandémie doit être mise en place avec ce nouveau confinement. Ce deuxième confinement peut être celui d'une aggravation terrible de la crise sociale. L'urgence sanitaire est inséparable de l'urgence sociale.

Nous devons tout mettre en place pour éviter de nouvelles inégalités, une explosion du chômage, de la précarité et de la pauvreté. Les aides annoncées par le gouvernement ne suffiront pas à les éviter. C'est une toute autre politique économique et sociale qu'il est nécessaire d'engager.

.../...

Cette nouvelle période de confinement nous contraint à reporter les activités ainsi que toutes les rencontres prévues en novembre. Nous sommes également contraints de reprogrammer les rencontres Solimut, fermer les centres de loisirs, les antennes de proximité ainsi que les permanences.

Toutefois, toutes les équipes des Activités Sociales de l'énergie sont mobilisés pour maintenir le lien social, que ce soit avec nos aînés mais aussi avec les actifs assurant la continuité du service public en télétravail ou sur le terrain, mais également pour répondre aux besoins et aux attentes de chaque bénéficiaire. Nous gardons l'ambition de maintenir les colonies de fin d'année ainsi que celles de février 2021. Nous reprogrammerons, dans la mesure du possible, les activités prévues en novembre, en début d'année prochaine.

Les arbres de Noël seront différents cette année. Les enfants, selon leur tranche d'âge recevront un livre, un abonnement à un magazine, ou un abonnement à la médiathèque numérique de la CCAS.

Je tiens aussi à réaffirmer que nous sommes, professionnels et élus, à votre entière disposition, les équipes restant accessibles via le 0810170700 ainsi que par mail : cmcas.languedoc@asmeg.org.

Dernier point que je souhaite aborder avec vous. Comment ne pas évoquer le hold-up du gouvernement sur les réserves de la CAMIEG d'un montant de l'ordre de 175 millions d'euros et ce pour la deuxième fois ? De ce fait, j'appelle solennellement à la mobilisation l'ensemble des électriciens et gaziers sur cette question ainsi que sur celle du devenir d'ENGIE et d'EDF, au regard des dernières déclarations gouvernementales. Ces projets, eux, ne sont pas confinés.

Salutations Sociales

Le président de la CMCAS Languedoc,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Patrick Coulet', written over a light blue horizontal line.

Patrick Coulet